

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 14–17 novembre 2011**

## **RAPPORTS D'ÉVALUATION**

**Point 6 de l'ordre du  
jour**

*Pour examen*



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.2/2011/6-G/Add.1**

7 octobre 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

## **RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE NIGER 200170**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP*:	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseiller principal pour les programmes, OD**:	M. P. Rodrigues	tel.: 066513-2361
Conseillère pour les programmes, RMP:	Mme K. Oppusunggu	tél.: 066513-3068

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

\*\* Département des opérations

---

## CONTEXTE

1. Le Secrétariat prend note des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation de l'opération d'urgence 200170 du PAM au Niger. Le présent document détaille les réponses de la direction et les mesures qu'il est prévu de prendre.
2. En 2012, le bureau de pays entamera un processus de stratégie de pays afin d'aligner ses travaux sur les programmes nationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et de rendre les activités plus homogènes. Pour donner suite aux recommandations issues de l'évaluation, le bureau de pays est en train de renforcer ses capacités et celles des partenaires nationaux, en vue d'améliorer les résultats dans les domaines de la santé et de la nutrition; il renforce également sa capacité de suivi.
3. En associant partenariats renforcés et programmation plus intégrée, le PAM sera mieux à même d'apporter son soutien au Gouvernement en cas de situation d'urgence et dans le domaine des activités nutritionnelles, d'évaluer son action en la matière et d'en rendre compte.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE NIGER 200170**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<b>Sur le plan transversal</b>			
<p><b>Recommandation 1:</b> Poursuivre le soutien à l'État et son accompagnement à travers un dispositif certes perfectible mais déjà efficace.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>En sa qualité de membre du Dispositif national de prévention et gestion des crises alimentaires établi par le Gouvernement, des organismes des Nations Unies, l'Union européenne et des donateurs présents dans le pays, le bureau de pays continuera de renforcer l'appui technique apporté:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ à la Cellule de coordination du Système d'alerte précoce pour la réalisation d'évaluations annuelles de la vulnérabilité, l'établissement d'objectifs de performance et de calendriers et l'affectation des ressources;</li> <li>➤ au Système d'information sur les marchés agricoles pour la réalisation d'études de marché; les acteurs locaux devraient participer et les chefs des communautés échanger des idées; et</li> <li>➤ à la Cellule Crises alimentaires pour l'utilisation des outils standard en matière de suivi et d'évaluation, à l'appui des comités régionaux.</li> </ul>	Décembre 2012
<p><b>Recommandation 2:</b> S'attacher à comprendre les mécanismes agricoles, économiques et politiques qui génèrent les crises (et à cet effet, développer ou s'adjoindre des compétences), afin de mieux les atténuer et de ne plus les subir.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le nouveau Gouvernement met actuellement à jour les stratégies nationales visant à prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles et à atténuer leurs répercussions sur les populations vulnérables. Le bureau de pays lancera une stratégie de pays pour veiller à établir clairement des liens avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires, et garantir la concordance avec les priorités du Gouvernement. Sur le plan opérationnel, le PAM utilisera l'assistance alimentaire pour renforcer la capacité de résistance dans les zones les plus vulnérables. Un consultant en matière de réduction des risques de catastrophe a été recruté pour établir des liens entre le PAM et les acteurs du développement rural, en vue d'une programmation conjointe.</p>	Décembre 2012



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE NIGER 200170**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p><b>Recommandation 3:</b> Renforcer les compétences et développer des synergies avec les autres acteurs dans le domaine de l'aide monétaire, encore trop expérimentale aujourd'hui.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le PAM et d'autres acteurs au Niger reconnaissent qu'il faut continuer de travailler conjointement dans le domaine des transferts monétaires. Les partenariats de ce type renforceront également la capacité des institutions nationales de microfinancement. Dans le cadre de l'initiative "Cash Learning Partnership", le PAM s'est associé à des ONG internationales en janvier 2011 pour mettre en commun et consigner les données d'expérience en matière de programmation de transferts monétaires et de bons d'alimentation.</p> <p>Une évaluation pilote de l'impact comparatif et du rapport coût-efficacité des transferts monétaires et des bons d'alimentation dans deux zones de subsistance, réalisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), servira de source d'information pour de futurs projets.</p> <p>Le bureau de pays va participer à un exercice de planification conjointe avec le Fonds international de développement agricole, en vue d'améliorer les opérations fondées sur des transferts monétaires.</p>	<p>Mise en œuvre</p> <p>Février 2012</p> <p>Décembre 2011</p>
<p><b>Recommandation 4:</b> Renforcer, voire créer, des compétences transversales en matière de communication et de suivi et évaluation, véritables lacunes récurrentes au PAM.</p>	Bureau de pays	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Les compétences transversales en matière de communication et de suivi et évaluation seront renforcées à la suite d'un examen. Le bureau de pays:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ établira un plan de travail en matière de suivi et évaluation et de communication pour le personnel du PAM et des partenaires coopérants;</li> <li>➤ examinera la base de données de suivi et évaluation, avec l'appui du bureau régional et du Siège, pour centraliser les informations et fournir des résultats en temps réel;</li> <li>➤ mettra à jour l'ensemble d'outils de suivi et d'évaluation en consultation avec les parties prenantes et le personnel du bureau auxiliaire;</li> <li>➤ facilitera la connectivité vers toutes les bases de données du réseau et une pleine fonctionnalité administrative en recrutant un gestionnaire de la base de données et en instituant une formation régionale; et</li> <li>➤ renforcera l'harmonisation avec le système national de suivi et évaluation, avec l'appui d'un consultant recruté à court terme.</li> </ul>	Février 2012



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE NIGER 200170**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
		Le déploiement de l'outil institutionnel de suivi et d'évaluation COMET du PAM améliorera l'échange des informations internes sur les plans opérationnels et les décisions de la direction. En sa qualité de co-chef de file du processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et du Groupe thématique sur la nutrition, le PAM contribuera à améliorer l'échange d'informations entre les membres.	
<b>Sur le plan de la logistique et de la finance</b>			
<b>Recommandation 5:</b> Développer une comptabilité analytique ou un système équivalent, notamment pour mieux gérer les opérations d'aide monétaire. Être aussi attentif à appliquer la même rigueur comptable à toutes les composantes de coût.	Service de la programmation (RMBP) Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle (RM)	La recommandation est acceptée. À l'issue des révisions apportées au cadre de financement, il est prévu de dissocier la planification du budget, les ressources et les dépenses se rapportant aux coûts opérationnels directs (COD) liés aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation, des COD liés aux autres dispositifs. Cette distinction facilitera le suivi des coûts associés aux activités de transfert monétaires et de bons d'alimentation. Cette approche dissociée sera mise en œuvre projet par projet à partir de 2012.	Plan de travail en vue du déploiement établi d'ici décembre 2011
<b>Recommandation 6:</b> Améliorer la chaîne d'achat des vivres (déjà performante) depuis Rome jusque sur le terrain.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Au vu de l'engorgement du port de Cotonou, des grandes distances, de la topographie difficile et des capacités limitées du secteur privé, le bureau régional et le Siège ont aidé le bureau de pays: i) à passer par Lomé et Tema en plus de Cotonou; ii) à acheter quatre camions de 8 tonnes pour accroître la capacité de transport secondaire; et iii) à augmenter la capacité d'entreposage. L'Unité de la logistique a achevé la première phase de l'examen de sa filière d'approvisionnement, destiné à améliorer la planification des achats. Une procédure est en place pour optimiser le système de parité à l'importation, qui garantira que les informations concernant les marchés, l'engorgement saisonnier des ports et d'autres facteurs sont bien pris en compte. Les agents d'expédition à Cotonou, Lomé et Tema continueront de recevoir un appui afin de réduire les délais d'acheminement des achats internationaux vers les points de livraison avancés. Pour améliorer les décisions opérationnelles et le suivi, le bureau régional a réduit à un an la durée des contrats passés avec les agents d'expédition, et le bureau de pays s'entretient plus souvent avec eux.	Mise en œuvre  Mise en œuvre
<b>Recommandation 7:</b> Améliorer l'encadrement de la mise en place d'une flotte PAM.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Le bureau de pays met en œuvre le système d'encadrement de la flotte PAM afin d'optimiser la gestion du carburant et des pièces détachées.	Mise en œuvre



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE NIGER 200170**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<b>Recommandation 8:</b> Améliorer les rapports politiques et techniques avec l'Office des produits vivriers du Niger.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Les rapports politiques et techniques seront améliorés une fois achevé l'examen par le Gouvernement du rôle de l'Office des produits vivriers du Niger. Le PAM a préconisé l'inclusion du renforcement des capacités à l'appui de l'achat de vivres, avec le soutien d'une mission organisée par le bureau régional en février 2011 pour aider l'Office et la Cellule Crises alimentaires.	Décembre 2012
<b>Sur le plan de la nutrition</b>			
<b>Recommandation 9:</b> Poursuivre la supplémentation alimentaire généralisée pour les enfants de 6 à 23 mois pendant les périodes de soudure et pousser la réflexion sur les rations d'accompagnement associées (utilité, modalité, nature).	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. EpiCentre, Médecins sans frontières et le PAM évaluent actuellement des stratégies de prévention de la malnutrition afin de mesurer les effets de l'utilisation de différents produits alimentaires conjugués à des transferts d'espèces ou des vivres, ce pour aider pendant 18 mois les ménages comptant dans leurs rangs des enfants de moins de 2 ans. L'étude comporte des mesures anthropométriques mensuelles des enfants. Les résultats préliminaires, attendus en décembre 2011, seront utilisés pour reformuler la stratégie du PAM pour la future opération de supplémentation alimentaire généralisée qui sera organisée avant la prochaine période de soudure.	Décembre 2011  Avril 2012
<b>Recommandation 10:</b> Poursuivre le soutien à la Direction de la nutrition (assurer la formation au niveau central comme dans les districts et les centres de santé intégrée), et appuyer l'intégration systématique des Centres de récupération nutritionnelle pour les personnes atteintes de malnutrition modérée (CRENAM) avec les moyens adéquats).	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. La Direction de la nutrition et le Secrétaire général du Ministère de la santé participeront à la réunion régionale sur la nutrition organisée par le PAM à Dakar en septembre 2011, pour mieux connaître les stratégies du PAM. Le personnel de la Direction de la nutrition sera invité à participer aux réunions régionales et aux stages de formation organisés par le PAM. Les CRENAM, qui sont administrés par le Gouvernement ou des ONG, font partie des structures sanitaires publiques en place. Le PAM travaillera en partenariat avec les directions de la santé publique au niveau des régions et des districts. Pour renforcer l'autorité du Gouvernement, des accords de partenariat sur le terrain seront également signés par la Direction de la nutrition avec les ONG chargées des CRENAM; par ailleurs, cette Direction prévoit d'organiser un atelier pour définir la meilleure stratégie à suivre s'agissant du fonctionnement des CRENAM, avec l'appui financier du PAM.	Décembre 2011



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT  
DE L'ÉVALUATION DE L'OPÉRATION D'URGENCE NIGER 200170**

Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<b>Recommandation 11:</b> Unifier les outils de collecte de données et harmoniser les circuits de l'information.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Les mesures suivantes renforceront la gestion de l'information: <ul style="list-style-type: none"><li>➤ formation des partenaires coopérants pour s'assurer qu'ils utilisent un modèle de rapport normalisé pour les statistiques concernant les bénéficiaires et les distributions de vivres;</li><li>➤ amélioration des voies de communication;</li><li>➤ organisation d'ateliers régionaux avec les partenaires coopérants et la Direction en vue d'élaborer une feuille de route concernant l'établissement des rapports; et</li><li>➤ tenue de réunions de coordination mensuelles, présidées par la Direction régionale de la santé publique.</li></ul> Le recrutement d'un gestionnaire de données dans l'Unité chargée du suivi et de l'évaluation facilitera l'organisation des sources de données dans le bureau de pays.	Juin 2012          Décembre 2011
<b>Recommandation 12:</b> Former de manière plus large le personnel du PAM en matière de nutrition.	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Cinquante membres du personnel ont été formés à la stratégie renforcée du PAM visant à améliorer l'appui à la nutrition. Une formation consacrée à la gestion de la supplémentation alimentaire ciblée sera organisée par les bureaux auxiliaires à titre de suivi.	Mise en œuvre  Avril 2012
<b>Recommandation 13:</b> Approfondir la réflexion sur les aliments supplémentaires prêts à l'emploi (ASPE) (opportunité, avantages comparatifs et nouveaux calculs de ratio dans les budgets).	Bureau de pays	La recommandation est acceptée. Des suppléments nutritionnels prêts à consommer ont été distribués dans les CRENAM dès la mi-2011; l'impact sera mesuré au regard des indicateurs de performance des CRENAM.  La Direction de la nutrition organisera à l'échelon local un atelier consacré à la prise en charge de la malnutrition aiguë, avec l'appui du PAM, pour examiner les avantages comparatifs des suppléments nutritionnels prêts à consommer et rapprocher les partenaires coopérants œuvrant dans le domaine de la nutrition. L'atelier visera à appuyer la révision des protocoles nationaux relatifs à la prise en charge de la malnutrition aiguë.	Décembre 2011
<b>Recommandation 14:</b> Régler le problème du mandat pour la malnutrition aiguë modérée avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).	Bureau de pays	La recommandation est acceptée.  Le mémorandum d'accord conclu en mars 2011 entre l'UNICEF et le PAM a été examiné avec le bureau de l'UNICEF au Niger pour garantir une reconnaissance mutuelle des mandats. Le PAM coordonnera les activités du CRENAM une fois que l'UNICEF aura achevé la mise en œuvre de ses programmes.	Mise en œuvre





---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

COD	coûts opérationnels directs
CRENAM	Centres de récupération nutritionnelle pour les personnes atteintes de malnutrition modérée
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ONG	organisation non gouvernementale
RM	Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle
RMBP	Service de la programmation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance